

OTAN:

Sommet Riga : de nouveaux défis

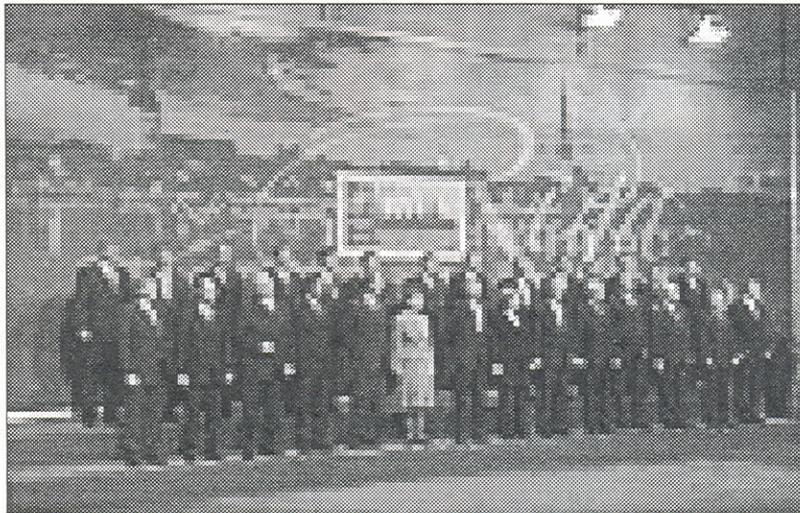
Jamais l'OTAN, depuis l'écroulement du mur de Berlin, n'a été confrontée à de si grands et si nombreux défis que ceux d'aujourd'hui. En 27 années d'existence et au fil des recentrages de sa mission, des restructurations successives, des adhésions à la chaîne et des élargissements de son aire d'intervention, l'Otan est devenue une lourde machine militaro-administrative. Une machine grippée souvent par la différence de tous et de nuances de ses dirigeants. La politique et le sécuritaire ne sont pas toujours en synchronie. Et comme pour compliquer la tâche à cette institution, pourtant forte et prestigieuse, le borborygme afghan l'enlise chaque jour davantage. Force est de constater que " Enduring Freedom " n'a pas entièrement rempli sa mission. Les divergences de vue sur des conflits proches de l'Afghanistan et sur d'autres encore bloquent parfois la mécanique de l'harmonie indispensable dans le traitement des crises et même dans la maîtrise des opérations sur le terrain.

La sécurité dans le monde a besoin de l'OTAN mais à condition que cette alliance soit crédible et efficace. Plutôt efficace pour être crédible.

A moins de sortir de l'impasse afghane et de mettre rapidement un terme à l'insécurité dans cette zone, l'image de l'Alliance sera fortement entamée et ses missions ailleurs, pourraient être compromises.

Cela explique sans doute que le complexe dossier de l'Afghanistan ait été au cœur des discussions des 26 membres de l'OTAN à Riga, au point d'occulter, en quelque sorte, les autres grands débats. Normal. C'est sans doute l'une des missions les plus risquées, les plus périlleuses et les plus coûteuses. Mais l'Afghanistan n'est pas le seul conflit que l'OTAN a eu charge. Et, presque à chaque fois, à défaut de caractère supranational dans le processus de prise de décisions, le national prend un malin plaisir à faire l'effet de réducteur.

Au-delà de la mission classique et



centrale de l'OTAN, le phénomène de la globalisation et, depuis le 11 septembre, la lutte contre le terrorisme, imposent à l'Alliance le défi d'une intervention hors zone de plus en plus onéreuse et surtout de plus en plus périlleuse.

Le Sommet de Riga en Lettonie aura sans doute permis de réduire l'écart de vision des membres par rapport à l'approche de la nouvelle problématique de stratégie, notamment en matière de commandement.

La focalisation de l'Alliance sur la nouvelle stratégie, et particulièrement l'option de renforcement de la présence en Afghanistan aura tout simplement eu un effet de halo sur les autres questions.

Il reste que la mission de l'OTAN risque d'empiéter, par chevauchement, sur celle des Nations Unies si les rôles ne sont pas bien délimités. La France par exemple soutient que " les Nations-Unies doivent rester le seul forum politique à vocation universelle ". L'OTAN n'a sans doute pas la vocation et peut-être pas d'ambition de supplanter le rôle politique universel de l'ONU. Mais de par sa capacité, son aéromobilité et son expérience, elle reste une ressource facilement mobilisable au service de la paix dans le monde.

Encore faudrait-il qu'elle trouve la légitimité et l'efficacité pour toute intervention.

Outre ses multiples partenariats,

l'Alliance développe depuis quelques années des actions de coopération qui servent la prévention des conflits et la paix dans le monde.

Le dialogue méditerranéen n'a pas, jusqu'ici, évolué vers un véritable partenariat et reste confiné à certaines lignes de crédits très modestes pour la formation, les échanges et quelques appuis.

Les pays de la Méditerranée du Sud ont des besoins spécifiques que l'Alliance doit prendre en compte. Le dialogue doit ouvrir aux pays du Sud et ceux du Nord de la Méditerranée, un partenariat gagnant-gagnant.

Par son appui pour répondre aux besoins capacitaires des pays sud méditerranéens et la modernisation de leurs armées, l'OTAN doit favoriser une meilleure interopérabilité entre les forces de l'OTAN et ces mêmes pays. De même, ils donnent plus de chance pour une approche sécuritaire participative au niveau de l'espace méditerranéen.

Autant l'OTAN déclare avoir besoin d'une défense européenne forte, autant elle a besoin d'une Méditerranée mise à niveau au plan sécuritaire et au plan général du développement.

Car tous s'accordent aujourd'hui à admettre que la sécurité est indissociable du développement.

RDC:

Joseph Kabila

Le président sortant de la République démocratique du Congo (RDC) Joseph Kabila a prêté serment mercredi devant un parterre d'invités à Kinshasa, capitale de ce vaste Etat d'Afrique centrale, juste sorti d'une longue guerre régionale après une guerre régionale d'environ cinq ans.

L'investiture de Joseph Kabila a désigné à la tête de la République élu au suffrage universel à 58% des suffrages le candidat qui marque un tournant dans l'histoire de ce pays de 60 millions d'habitants déchiré par un conflit armé de 1998 à 2003. Le président élu a prêté serment devant un parterre d'invités de haut niveau, dont le président Sese Seko, au pouvoir pendant 12 ans.

"Moi, Joseph Kabila, président de la République démocratique du Congo, j'ai prêté serment devant Dieu et devant le peuple, (...), de remplir, loyalement, le devoir de serviteur du peuple, les obligations qui me sont confiées et qui ont été déclarées. Vêtu d'un costume, le regard concentré et la main levée, le président âgé de 47 ans a prêté serment devant la Cour suprême de Justice de la Constitution.

Après une quinzaine de jours de canons, il a reçu de la main du premier président de la République Lwamba, les armoiries de la République. Il a été félicité par les chefs coutumiers des provinces du pays.

Il est élu pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois. Des milliers d'invités ont assisté à la cérémonie d'investiture de l'Etat africain dont font partie: le Sud-Africain Jacob Zuma, Mbeki, parrain des accords de la transition politique avec le voisin burundais Paul Kagame, Piziza, lui aussi arrivé au pouvoir à l'issue d'une difficile transition démocratique, ainsi que

M.S.